

Aux membres des conseils d'administration, aux équipes de travail des organismes communautaires autonomes recevant des denrées des Moissons et aux organisations voulant les soutenir

Depuis plusieurs mois, les groupes œuvrant en sécurité alimentaire sont fortement incités par [Banques alimentaires du Québec](#) (BAQ) et les Moissons à implanter une plateforme informatique dans leur fonctionnement, afin de documenter la distribution de denrées à la population.

Sous le nom de [GoToucan, cette plateforme](#) demande notamment aux groupes de fournir des informations personnelles sur chaque membre des ménages à qui ils distribuent des denrées, et de mettre à jour ces informations à chaque visite. Utiliser la plateforme nécessite des ressources considérables pour les groupes, risque de briser les liens de confiance avec les personnes soutenues et modifie leurs manières d'interagir avec les personnes soutenues.

Soulignons que, dès avril 2026, les Moissons de chacune des régions distribueront les denrées en fonction des informations saisies dans cette plateforme.

Dans un contexte de pression déjà grande, l'implantation de GoToucan cause de graves difficultés aux groupes communautaires autonomes, certains étant même allés jusqu'à interpellier les médias.

Les regroupements provinciaux d'organismes œuvrant en sécurité alimentaire, membres de la Table, ont alerté cette dernière et l'ensemble des membres de la Table lui ont demandé de contribuer à la recherche de solutions. Suite à des décisions du conseil d'administration, une rencontre s'est tenue avec les responsables de BAQ le 25 novembre 2025. Puis, le 9 décembre, la Table a transmis une lettre au conseil d'administration de BAQ. Or, les réponses obtenues ne sont pas satisfaisantes, BAQ se limitant à suggérer aux groupes de demander des accommodements à la pièce à leurs Moissons respectives.

Devant l'importance des conséquences liées à GoToucan, autant pour les groupes recevant des denrées que pour ceux de l'ensemble du mouvement de l'ACA (voir les détails au bas), le CA de la Table fait appel à vous pour qu'un message fort et clair soit transmis au CA de BAQ. Nous proposons deux modèles de lettres à endosser : une par les conseils d'administration des

groupes touchés, l'autre par les regroupements provinciaux et par toutes organisations alliées souhaitant être solidaires.

[À partir d'un formulaire simple, l'envoi se fera automatiquement par courriel](#) à BAQ à l'intention de son conseil d'administration.

Avec cette lettre, les groupes recevant des denrées annoncent qu'ils utiliseront la plateforme uniquement à partir de la fonction permettant de protéger la confidentialité des données et de préserver le lien de confiance avec les personnes soutenues (« Événement anonyme »).

Cette action doit se faire rapidement pour protéger les groupes de toute conséquence découlant des décisions des Moissons ou de BAQ. Nous vous demandons donc de transmettre la lettre adaptée à votre situation d'ici au 30 mars.

Votre participation est cruciale. Sachez que la Table continuera d'agir de son côté, afin d'appuyer vos interventions.

Considérant qu'il est exceptionnel qu'une action invite des groupes à résister aux demandes d'autres groupes communautaires, nous vous demandons, pour l'instant, de ne pas aviser les médias. Sachez que la Table les contactera si nécessaire.

Merci pour votre solidarité.

Stéphanie Vallée, présidente de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

1, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)

Annexe

A- GoToucan représente une tâche additionnelle pour les groupes recevant des denrées, ainsi qu'un changement dans leur manière d'interagir avec les personnes soutenues:

Parmi les difficultés vécues :

- Imposition de changement de politique pour des groupes qui ne souhaitent pas recueillir des données personnelles, afin d'assurer un accueil inconditionnel;
- Manque de ressources financières et de ressources humaines, salariées comme bénévoles, pour recueillir et traiter les informations requises par la plateforme et possibilité de perte massive de bénévoles si les tâches deviennent trop bureaucratiques;
- Manque de temps pouvant être dégagé pour la formation et l'information de toutes les personnes impliquées;
- Modification de pratiques d'intervention par l'ajout de questions à poser aux personnes recevant des denrées;
- Perte du lien de confiance entre les personnes recueillant les réponses et celles devant y répondre, lesquelles vivent souvent d'importantes situations de marginalisation et pourraient cesser d'aller chercher l'aide dont elles ont besoin;
- Transfert d'informations personnelles sans avoir obtenu les autorisations et les consentements renouvelés et éclairés des personnes concernées;
- Pressions pour participer à la plateforme et craintes d'une non-participation, à moyen et long terme, le groupe craignant de recevoir moins de denrées ou de ne plus en recevoir et craignant que la Moisson de leur région ne puisse plus obtenir les denrées nécessaires à leur distribution;

B- GoToucan représente un danger pour l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome.

Parmi les conséquences générales:

- Contradiction face à une posture de défense du droit à l'alimentation et du droit à la santé, notamment en rendant la réception d'aide alimentaire conditionnelle à la transmission d'informations personnelles de la part des personnes qui devraient la recevoir sans condition;
- Risque de transformation des pratiques associées à l'action communautaire autonome, par exemple en remplaçant des pratiques d'accueil réalisées par des membres en procédures informatiques pouvant nécessiter du personnel technique;
- Accroissement des exigences envers des bénévoles et des membres, remettant en question les pratiques « par-pour-avec », propres au mouvement communautaire autonome, si des tâches se complexifient;
- Difficulté de protéger le mouvement des risques associés à la détention d'informations personnelles;

- Risque de changer la perception publique de l'aide alimentaire comme un service comme un autre;
- Contribution à l'application de mesures d'impacts, alors que le mouvement de l'ACA intervient à tous les niveaux pour la restreindre, en particulier dans le domaine des services sociaux;
- Application, par une organisation communautaire, de règles et de pressions qui seraient combattues si elles provenaient d'une instance gouvernementale ou d'un bailleur de fonds, à l'égard de la charge administrative additionnelle, à la modification des pratiques d'intervention, à l'autonomie de gestion du conseil d'administration.

c.c. Table des regroupements